

Le MRP vous parle!

Nouvelle série N° 45
Septembre - Octobre 1990
ISSN 0753-8707

TRIBUNE LIBRE DES ANCIENS DU M.R.P.

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. — 133 BIS, RUE DE L'UNIVERSITE PARIS 7^e — TEL. 47.05.84.51

PRIX : 5 F.

LA LOGIQUE DE LA FERMETE

Débat sur le Golfe: "bellicistes" et "pacifistes"

Il est douteux que Saddam Hussein cède aux pressions - Danger d'enlèvement et de concessions - Négocier, mais sans exclure un affrontement calculé.

Trois tendances fortes caractérisent l'évolution de la situation dans le Golfe.

La logique de la contrainte et l'espoir de la primauté de l'ordre interna-

tional : c'est la dialectique de l'ONU, désormais acceptée par l'actuel régime de l'URSS. Certains facteurs y concourent. Les pressions économiques : l'embargo atteint l'Irak, désormais privé pour l'essentiel de ses capacités de financement tirées de l'exportation du pétrole. Les pressions politiques : malgré les divisions qui, plus que jamais, caractérisent le monde arabe, la mobilisation des foules islamiques à l'encontre de l'Occident ne semble pas se réaliser. La Ligue arabe a, dans sa majorité, condamné l'Irak. La fermeté croissante des résolutions du Conseil de sécurité augmente la contrainte internationale sur l'Irak. Les pressions militaires : l'ampleur et l'efficacité du dispositif militaire américain, confortées sur les plans tant politique que militaire par les forces dépêchées par l'Egypte, le Maroc et la Syrie, d'une part, et par la Grande-Bretagne et la France, d'autre part, rendraient toute nouvelle agression de Saddam Hussein suicidaire pour son régime.

Ce triple réseau de pression conduira-t-il Saddam Hussein à résipiscence ? On doit l'espérer. On peut cependant en douter.

Chantage terroriste

La logique de l'enlèvement et des concessions rampantes : certains faits paraissent en accréditer le risque. En dépit de l'efficacité de l'embargo, des flux de contournement d'origines diverses voient leurs effets converger pour conférer à l'Irak un répit dont il est difficile d'évaluer la durée. Le soutien, dont l'Irak continue de bénéficier de la part de certains Etats, et les sympa-

thies d'une partie de l'opinion arabe atténuent l'isolement de l'Irak. L'évacuation du Koweït par la force ne pourrait être entreprise qu'au prix d'une guerre aux conséquences imprévisibles. Enfin, la menace terroriste et le chantage qui est exercé sur la vie de 5.500 otages occidentaux justifient une évidente circonspection. Ces circonstances expliquent le cheminement vers des concessions illustrées par diverses tentatives de médiation. Le récent discours du président de la République à l'ONU constitue à cet égard une étape. Mais la logique ainsi esquissée, si elle était entendue, aboutirait à un retrait négocié de l'Irak hors du Koweït. Elle laisserait intact le potentiel disproportionné d'un Etat dangereux, sur le point d'acquiescer à l'arme nucléaire.

La logique de la fermeté s'impose et elle ne peut exclure, a priori, l'acceptation d'un affrontement calculé : l'intransigeance et l'imprévisibilité de Saddam Hussein, son action passée, le caractère odieux des menaces qu'il agite, les desseins territoriaux et politiques exorbitants qu'il affirme, le risque militaire que représente la puissance de ses armes justifient la plus grande rigueur. La connaissance exacte que l'on a du dispositif militaire offensif irakien, ainsi que l'extrême précision des moyens qui existent désormais face à lui, permettent, en cas de nécessité, de ne pas exclure a priori une issue militaire.

Les préalables

Cependant, avant de se résoudre à une solution aussi extrême, toutes les possibilités sérieuses de négociation doi-

(suite page 3)

SOMMAIRE

- Page 1 : *La logique de fermeté*
- Page 2 : *La crise du Golfe*
- Page 3 : *Conflit Nord-Sud ?*
- Page 4 : *L'année De Gaulle*
- Page 5 : *Le général De Gaulle, Jean Moulin et la création du C.N.R.*
- Page 6 : *Non assistance à peuple en danger*
- Page 7 : *Beaucoup de réformes sont toujours à accomplir*
- Page 8 : *Emmanuel La Gravière. Roger Delelis*
- Page 9 : *Les mémoires d'Andrei Sakharov*
- Page 10 : *Discours de M. Frédéric-Dupont*
- Page 12 : *Discours de M. Jacques Chirac*

LA CRISE DU GOLFE

N'oublions pas nos responsabilités mais préparons l'avenir

Jean COVILLE

Nos responsabilités sont lourdes. Le journal «Informations juive» les rappelle avec raison dans son numéro de septembre.

C'est l'Occident et notamment la France qui a fourni une partie de son armement au tyran Saddam Hussein, présenté faussement comme une sorte de laïc sympathique face au fanatique religieux Khomeïni.

Le massacre des Kurdes, les pendaisons publiques de juifs et d'opposants, le parrainage du groupe terroriste Abou Nidal ont été soigneusement camouflés pour que l'opinion occidentale et notamment française l'ignore.

Pire encore on a favorisé la construction par Saddam Hussein d'une force nucléaire en affirmant mensongèrement qu'il s'agissait d'un projet hautement et exemplairement pacifique.

Quelle serait aujourd'hui la formidable menace irakienne si elle était appuyée sur une force nucléaire !

Et pourtant le Monde soit-disant libre tout entier a condamné l'audacieuse et lucide intervention israélienne contre la Centrale atomique d'Osirak.

Remercions Israël de cette initiative, qui rend possible l'actuelle fermeté à l'égard du tyran irakien.

Mais en même temps regardons au delà du problème du Koweït et essayons de profiter du choc provoqué par cette agression pour tenter de résoudre d'autres problèmes similaires.

Il ne faut pas que la fermeté manifestée dans le Golfe apparaisse comme une offensive du Monde occidental contre le Monde arabe et encore moins du Monde judéo-chrétien contre le Monde musulman.

Il s'agit de faire en sorte que les principes qui ont servi de base à l'Organisation des Nations Unies, quand celle-ci a été créée à la fin de la seconde guerre mondiale, soient respectés dans l'ensemble du Monde.

Ils ne le sont pas dans de nom-

breux pays qui n'appartiennent nullement au Monde arabe.

Il est donc nécessaire que l'O.N.U. intervienne dans de tels pays pour bien manifester que son action n'est pas dirigée contre le Monde arabe.

Pour n'en citer que quelques uns je mentionne :

1°) le Tibet, absorbé par la Chine, qui a chassé son chef, le Dalaï Lama et opprime ses habitants;

2°) l'Angola, dominé par le tyran Dos Santos et en proie à la guerre civile depuis de nombreuses années;

3°) le Libéria, où une situation analogue a fait de nombreuses victimes;

4°) l'Éthiopie, où un pouvoir tyrannique s'applique à détruire une partie de la population;

5°) le Cambodge, où des factions hostiles s'opposent depuis des dizaines d'années.

Dans tous ces pays des élections libres doivent être imposées, sous le contrôle de l'O.N.U., comme elles l'ont été en Namibie, où une terrible guerre civile a ainsi pris fin.

Au Moyen Orient l'action de l'O.N.U. ne doit pas se borner à s'opposer au rapt accompli par Saddam Hussein.

Elle doit tendre au règlement des autres situations dans lesquelles les principes de l'O.N.U. sont violés.

La Syrie doit se retirer du Liban et des élections doivent y être contrôlées par l'O.N.U.

Et surtout celle-ci doit intervenir à l'évidence pour rechercher une solution au conflit israëlo-arabe.

Ce ne sera pas facile car le Monde arabe n'a jamais accepté l'existence même de l'Etat d'Israël et a sans cesse cherché à le détruire. Ce qui conduit Israël à se cramponner sur les positions qu'il a conquises après les agressions qu'ils a subies et à adopter des mesures parfois rudes car il lutte pour sa survie.

Un seul chef d'Etat arabe a recherché

la paix et l'amitié avec Israël c'est Anouar El Sadate. Ce qui a conduit Israël à lui consentir un grand sacrifice en lui transférant le Sinaï.

Mais personne ne peut oublier que pour ce motif Sadate fut assassiné.

Si l'O.N.U. pouvait parvenir à persuader les Chefs d'Etat arabes d'adopter à l'égard d'Israël la même attitude que celle de Sadate, on serait sur le chemin pouvant conduire à la paix.

Moyennant une reconnaissance solennelle de l'Etat d'Israël par les Etats arabes, des solutions mutuellement avantageuses pour Israël et pour ses voisins pourraient être trouvées.

Et ce pourrait être l'amorce au Moyen Orient d'une Communauté analogue à celle réalisée en Europe Occidentale.

C'est peut-être faire preuve de beaucoup d'optimisme et attendre beaucoup de l'O.N.U.

Mais celle-ci n'a-t-elle pas été créée, après deux terribles guerres mondiales pour tenter d'établir la paix, en supprimant les causes de conflit ?

A plus forte raison doit-elle intervenir quand des conflits sont en cours, quand les droits de l'homme sont violés et quand des tyrans exercent leur pouvoir maléfique.

C'est le devoir de la Communauté Internationale de faire cesser ces situations et de venir au secours des opprimés.

C'est du moins ce que peuvent penser les hommes et les femmes de notre tradition.



(suite de la page 1)

vent être explorées. De futurs pourparlers pourraient notamment garantir un meilleur accès de l'Irak à la mer. Certaines situations injustes ou dangereuses existant au Moyen-Orient pourraient faire l'objet de propositions de règlements justes et équitables pour lesquelles la France pourrait jouer un rôle prépondérant. Mais l'attitude de l'Irak, depuis le 2 août, conforte l'exigence des conditions préalables ou connexes à toute négociation. La libération sans condition de tous les otages, ainsi que le rétablissement de l'intégralité de la situation existant au Koweït avant l'agression ont des conditions absolues et non négociables. La suppression internationalement garantie des armements destabilisants pour cette région, dont le président irakien a démontré les risques, devra également être mise en œuvre.

C'est la pérennité de la paix mondiale qui est en jeu dans la crise du Golfe. L'évolution actuelle - et peut-être provisoire de l'URSS - offre peut-être une chance historique de la conforter. L'histoire rappelle que la faiblesse et l'indécision dans les crises locales n'ont jamais conduit qu'à des cataclysmes mondiaux. L'histoire, parfois, se répète. Puisse-nous en tirer les leçons.

Jean LECANUET

Président de la Commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées au Sénat.

(publié dans le «Figaro»)

AMIS DÉCÉDÉS

Roger DELÉLIS Villeneuve d'Ascq
Emmanuel LA GRAVIERE Paris
René LECONTE Lille
Michèle LEFAUCONNIER Caen
Paul LEFAUCONNIER Caen
Françoise LEGER ... Neuilly s/Seine
François PRIGENT Finistère
Georges ROSANNALLON ..Hautes Alpes

Conflit Nord-Sud ?

LA CRISE DU GOLFE ET L'AGGRAVATION DES INÉGALITÉS

Les idées (trop) simples sont rarement des idées justes.

Ainsi, voilà quelques jours, des commentateurs pressés sont venus présenter sententieux l'actuelle crise du Golfe comme le «premier conflit Nord-Sud caractérisé».

La réalité est assurément plus complexe...

L'agression irakienne apparaît tout d'abord comme la manifestation brutale et cynique d'une volonté de puissance, vieille comme le monde...

De même, il n'est guère douteux que c'est le conflit israélo-arabe qui se profile en arrière-plan de la «guerre du Golfe» et qui stimule les réactions passionnelles comme les manifestations de foule, plus ou moins spontanées, de certaines capitales du Moyen-Orient.

Il est clair, d'autre part, que se retrouvent aux côtés du Nord, pour condamner l'agresseur, de nombreux pays du Sud et non des moindres : Egypte et Syrie, Maroc, Inde, Brésil ainsi que divers gouvernements d'Afrique noire. Il faut aussi rappeler que plusieurs de ces Etats ont engagé des forces armées pour la protection des frontières de l'Arabie saoudite.

Mais surtout les pays pauvres et les moins avancés savent par expérience qu'ils seront, à moyen terme, les principales victimes de la nouvelle dégradation de l'économie mondiale dont on perçoit déjà les premiers signes : tensions inflationnistes, alourdissement de la facture pétrolière et de l'endettement, réduction des programmes d'assistance financière et technique, limitation des flux monétaires résultant de la présence dans les Etats du Golfe d'une importante main-d'œuvre immigrée en provenance des pays de la région, etc.

Enfin, la plupart des gouvernements du tiers monde ont pleinement conscience, depuis de longues années, de subir une véritable «guerre écono-

mique» du fait de la détérioration des termes de leurs échanges sur les marchés internationaux et de l'amenuisement de leurs recettes d'exportation, c'est-à-dire du revenu de leur travail.

Il demeure néanmoins que la fin de l'antagonisme, traditionnel, mais stabilisateur, des «blocs» de l'Est et de l'Ouest verra surgir - on peut le craindre - des foyers de tensions régionale ou locale, souvent alimentés par l'excessive disparité des ressources (pétrolières, financières ou autres).

En ce sens, en effet, le conflit du Golfe dénonce, mais par des moyens intolérables, l'aggravation de quelques inégalités criantes.

Le pire n'est jamais sûr et certaines épreuves peuvent contribuer à la lucidité des analyses.

Si le risque d'une conflagration dans le Golfe s'éloigne, il faudra bien se souvenir, suivant une formule célèbre, que le «développement est aujourd'hui le nouveau nom de la paix» pour tenter enfin de donner ses chances à un véritable dialogue Nord-Sud. Sans illusions excessives, mais avec la volonté politique d'avancer concrètement vers un ordre international moins injuste...

La vitalité retrouvée de l'ONU, l'affirmation évidente des solidarités régionales et inter-régionales, appelleront, le moment venu et après la fermeté nécessaire, de nouvelles initiatives. C'est le rôle et la mission de la France de relancer, activement, ce grand débat de notre temps.

Henry JEAN-BAPTISTE

Député de Mayotte, conseiller national du CDS pour le tiers monde.

(publié dans le «Figaro»)

L'ANNÉE DE GAULLE

Il n'est pas possible de rester silencieux face aux trois anniversaires célébrés en 1990 en l'honneur du général de Gaulle : le centenaire de sa naissance, le cinquantième de la déclaration du 18 juin 1940 et le 20ème anniversaire de sa mort.

Ce n'est pas au M.R.P. que l'on oubliera le rôle déterminant joué dès juin 1940 par celui qui incarna la Résistance à l'occupant. Lorsque le M.R.P. est apparu à la fin de la guerre, c'était d'abord avant tout pour prolonger dans la vie politique l'esprit de la Résistance et trouver au delà des anciennes classifications une nouvelle définition de la politique, autour des deux idées : Justice et Liberté.

Après janvier 1946, lorsque le général abandonna le pouvoir laissant le M.R.P. en tête à tête avec une majorité socialo-communiste, des divergences apparurent. Puis, ce fut la création du "Rassemblement" dont l'opposition systématique ne facilita pas la tâche de ceux - dont nous étions - qui assurions la responsabilité du redressement du pays ruiné par la guerre. Ce fut enfin 1958 et de retour au pouvoir du Général - sur un équivoque "je vous ai compris" - jusqu'au référendum de 1969 qui rejeta la réforme du Sénat.

Notre ami Maurice Schumann, ancien Président du M.R.P., prononça le 18 juin dernier à Colombey les deux Eglises un éloquent discours que chacun sera heureux de trouver ci-après.

On remarquera la citation de 1965 où le Général évoquait l'avenir de la Russie : Les événements des six derniers mois semblent répondre au vœu qu'il exprimait alors.

Le jour approche, mon général, où, parmi ceux qui marcheront vers votre tombe, il ne restera plus aucun de vos premiers compagnons. Mais qu'importe ? Si votre vieille garde a fait son temps, votre temps commence à peine. Un livre récent porte ce titre : «A demain, de Gaulle». L'auteur avait trente ans quand un certain soir de

novembre 1970 tomba sur une France endeuillée. Militant de la cause des peuples, il ne savait pas qu'il était des vôtres. Il le sent si bien, aujourd'hui, qu'il livre cette prédiction à la génération de l'an 2000 : «Son nom seul, écrit-il, servira longtemps de gomme à effacer la médiocrité». Ainsi se forme et se reforme sans cesse une nouvelle avant-garde pour entendre et répandre votre appel, comme s'il n'avait pas été une fois pour toutes il y a 50 ans, comme si le 18 juin n'était pas un anniversaire, mais un exemple, comme s'il était toujours nécessaire de se convaincre que la France est fragile, sans jamais cesser de la penser éternelle.

Une avant-garde ? Oui.

Car tel est bien le modèle que, dès le premier jour, vous nous avez offert. Même si vous aviez été tout à fait seul à l'aube de votre 18 juin, vous n'auriez pas été un dissident, mais un éclairé. «Cette guerre est une guerre mondiale - disiez-vous dès alors. Elle est un problème terrible, mais résolu. Il reste à ramener du bon côté non pas des Français, mais la France». C'est donc à tous ses fils, à toutes ses filles - sans distinction, sans exclusive, sans préséance - que vous donniez le même rendez-vous. Puis, aux clivages surannés, vous n'avez cessé d'opposer ce mot-clef : rassemblement. De là l'incompréhension à laquelle vous vous êtes maintes fois heurté. Car, pour rassembler sur un dessein vraiment vaste, sur une ambition vraiment haute, des hommes et des femmes venus d'horizons éloignés, de camps opposés, il faut vouloir et savoir vivre en avant.

C'est bien pourquoi le langage gaullien - un demi-siècle après avoir fait l'histoire - s'adresse maintenant à ceux qui la feront. Subir ? Jamais. Rêver ? Toujours. Quelle fille, quel garçon méritent d'être et de se dire jeunes s'ils ne frémissent jusqu'à serrer les poings du désir de dominer la vie ? A cette jeunesse qui ne se lasse pas d'écrire ton nom, liberté, l'appel du 18 juin révèle la seule voie qui mène jus-

qu'à toi.

Quand le chemin est difficile, c'est la difficulté qui devient le chemin. Rien n'était plus difficile, à Londres, en 1940, que de voir la France à l'altitude des vainqueurs ; il n'y avait donc pas d'autre chemin.

Rien n'était plus difficile, à Brazzaville en 1943, que de voir la coopération remplacer la subordination sur un continent émancipé ; il n'y avait donc pas d'autre chemin.

Rien n'était plus difficile, dans Paris à peine libéré, que de voir la République dotée d'institutions qui la fassent enfin respecter ; il n'y avait donc pas d'autre chemin.

Rien n'était plus difficile, à Strasbourg rendue par Leclerc et ses volontaires à la France, que de voir un Konrad Adenauer à Colombey-Les-Deux-Eglises ; il n'y avait donc pas d'autre chemin.

J'ose ajouter : rien n'est plus difficile en 1990 que de voir une société nouvelle où la participation, c'est-à-dire la dignité garantie, remplace les affrontements et mette les égoïsmes en fuite, rien n'est plus difficile en 1990 que de voir une France enrichie par l'intégration de ceux qui entendent assumer tous les devoirs civiques des Français, mais résolue à garder une juste distance par rapport à ceux qui n'ambitionnent pas cet honneur ; il n'est donc pas d'autre chemin.

Est-ce la rêver, mon général ? Oui certes, comme vous rêviez vous-même, il y a plus d'un quart de siècle quand votre voix solitaire annonçait, avec l'accent prophétique du 18 juin (c'était le 4 février 1965) :

«Il s'agit que la Russie évolue de telle façon qu'elle voie son avenir, non plus dans la contrainte totalitaire, imposée chez elle et chez les autres, mais dans le progrès accompli en commun par des hommes et des peuples libres. Il s'agit que les Nations dont elle a fait ses satellites puissent jouer leur rôle dans une Europe renouvelée. Il s'agit que soit reconnu, avant tout par l'Al-

lemagne, que le règlement dont elle pourrait être l'objet impliquerait nécessairement celui de ses frontières et celui de ses armements en accord avec tous ses voisins, ceux de l'Est et ceux de l'Ouest. Il s'agit que les Etats de la Communauté européenne parviennent à s'organiser, dans le domaine politique et dans celui de la défense afin de rendre possible un nouvel équilibre de notre continent. Il s'agit que l'Europe, mère de la civilisation moderne, s'établisse de l'Atlantique à l'Oural dans la concorde et dans la coopération, en vue du développement de ses immenses ressources et de manière à jouer, conjointement avec l'Amérique, sa fille, le rôle qui lui revient quant au progrès de deux milliards d'hommes.

Ainsi Jean-Jacques Rousseau n'avait pas menti : «Les âmes basses n'aiment pas les grands hommes». Mais l'âme de la vraie jeunesse n'est jamais basse. Entendez-vous, mon général, la France du prochain siècle, du nouveau millénaire, des matins dont la lueur n'éclairera pas le front de vos vieux compagnons, accourue dans votre village un demi-siècle après votre appel, non pour compter les années, mais pour vous dire : «de Gaulle, à demain !»



POUR LE BULLETIN DE L'AMICALE DU M.R.P.

A l'attention des personnes aveugles ou mal-voyantes,
l'association des donneurs de voix,
7, rue Afiens 59800 LILLE,
répondeur téléphonique : 20.31.95.31
bibliothèque sonore de LILLE a fait enregistrer sur cassette l'ouvrage de notre ami P.H. TEITGEN : «Faites entrer le témoin suivant».
Edition OUEST-FRANCE 1988.

Le général De Gaulle, Jean Moulin et la création du C.N.R.

par René HOSTACHE

(Ed. La Bruyère)

Docteur en droit, député UNR d'Aix-en-Provence (1958-1962), puis membre des cabinets ministériels de A. Peyrefitte et J. Comiti (1962-1967). René Hostache avait soutenu dès 1956 une thèse de doctorat sur le «Conseil National de la Résistance» (CNR) qui lui valut le 15 juin 1957 une belle lettre manuscrite de félicitations du général de Gaulle reproduite en tête du présent livre.

Ce fut le point de départ de son premier ouvrage publié en 1978 : «**De Gaulle 1944-Victoire de la légitimité**» (Plon), consacré à l'arrivée au pouvoir en métropole en 1944-45 du chef du gouvernement provisoire.

C'est ce patient et minutieux travail de recherches historiques que reprend René Hostache onze ans après, en le complétant, voire en le corrigeant, après avoir recueilli des éléments nouveaux et les témoignages des derniers témoins.

Sait-on que du CNR de 1943-45, il ne reste aujourd'hui que quatre survivants : Jean-Pierre Lévy («Franc-Tireur»), Claude Bourdet («Combat»), Daniel Mayer (SFIO), Jacques Debu-Bridel (FN), tous octogénaires.

Sous le titre longuet «**Le général de Gaulle, Jean Moulin et la création du CNR**» (Ed. La Bruyère, 128 rue de Belleville, 75020 Paris), l'auteur traite de sujets difficiles avec le maximum d'objectivité possible : la naissance en ordre dispersé des mouvements de résistance (résistance anti-allemande en zone Nord, résistance plus politique en zone sud); la création de réseaux alliés et français en France et du BCRA à Londres ; l'organisation militaire de l'Armée secrète et du général Delestraint (Comac, Ora, FFI) la disparition et la reconstitution des organisations syndicales et des partis politiques de la III^e République, plus ou moins discrédités, en particulier du Parti socialiste-SFIO, de l'entrée tardive du P.C. dans la Résistance.

Dans un souci d'unification de la Résistance intérieure, au terme de négociations laborieuses, on finit par mettre sur pied, non sans mal et non sans risques, un «**Conseil National de la Résistance**» dont ce livre documenté nous fait mieux comprendre le lent travail d'organisation clandestine et de coordina-

tion, en évitant toute mainmise du P.C. selon les instructions du général de Gaulle.

Le CNR se réunira clandestinement la première fois le 27 mai 1943 au 48 rue du Four, Paris VI^e, entre Saint-Sulpice et Saint-Germain-des-Près. Il aura un siège variable, tenant ses réunions aux quatre coins de Paris, avant de s'installer à l'Hôtel de Ville libéré en août 1944.

Moins d'un mois après la première réunion du 27 mai 1943, l'ex-préfet de Chartres, Jean Moulin, était arrêté à Caluire (Rhône), dans les circonstances tragiques que l'on sait.

Privé de son président au lendemain de sa création, le C.N.R. manifesta presque aussitôt une certaine volonté d'indépendance, au risque de remettre en question l'intégration dans le système de guerre gaulliste, un gouvernement en exil depuis trois ans restant difficilement en phase avec une résistance intérieure et secrète.

Georges Bidault, (démocrate -chrétien), fut finalement élu, lors d'une réunion rue de Rennes, par 12 voix contre 1 et 3 abstentions. C'est Bidault qui, le 25 août 1944, à l'arrivée de Charles de Gaulle sur le perron de l'Hôtel de ville, demanda au Général de proclamer solennellement le rétablissement de la République. Refus net du chef de la France libre. Grosse déception pour les membres du CNR, phase aigüe du conflit des deux Résistances intérieure et extérieure.

Bien qu'intégrés dans l'Assemblée consultative (siège au Palais du Luxembourg), ceux-ci décident de se maintenir au grand jour après la Libération, revenant sur leur décision de la clandestinité prévoyant la dissolution immédiate du CNR. Les «Comités départementaux de Libération» (CDL) imitant leur attitude, il s'ensuivit une période flottante de double pouvoir en 1944-45.

Quant à la fameuse «Charte du CNR» de 1944, elle reste toujours à mettre en œuvre en 1990, en particulier pour endiguer l'intrusion de la presse d'argent.

GEORGES VERPRAET

Non assistance à peuple en danger

C'est le titre d'un livre de Jacques Edmond Grangé, qui devrait être lu par tous ceux qui ont quelque souci de l'avenir de la France.

On s'inquiète de la justice (sociale ou autre), du niveau de vie, du chômage, du coût de la santé ou de celui de la retraite, toutes choses qui méritent assurément l'attention des Français et de ceux qui dirigent l'Etat, mais s'inquiète-t-on de savoir si dans quelques années il existera encore une France ?

Cette question, évidemment, domine largement toutes les autres.

Si vous lisez ce livre vous constaterez qu'elle n'est nullement absurde.

D'autres peuples ont disparu de l'histoire humaine. Pourquoi cette disparition ?

Ces peuples avaient dominé leur

époque. Pourquoi cette domination a-t-elle cessé ? Ce livre y répond excellemment.

La jouissance l'a emporté sur l'effort et l'efficacité.

Ce fut le cas des Grecs et des Romains. Les jeux du cirque l'ont emporté sur les vertus morales ou familiales et les «Barbares» ont éliminé les Grecs et les Romains.

C'est le sort qui peut nous advenir dans les conditions morales du Monde actuel, face à des peuples plus prolifiques que ceux de l'Europe occidentale, France comprise.

Dans ces derniers pays les naissances ne compensent pas les décès, de telle sorte que, si rien ne change, ces peuples disparaîtront.

Actuellement cette conséquence n'apparaît pas encore nettement car, dans les

pays évolués, la science prolonge la vie humaine.

Mais il est clair que cette illusion ne durera pas, car la vie humaine ne sera pas indéfiniment prolongée.

Selon certains calculs, la diminution de population commencera à se manifester dans les pays évolués au cours du siècle prochain.

A coup sûr cela mérite qu'on s'en préoccupe dans notre pays, si nous ne voulons pas tomber dans les «oubliettes» de l'Histoire.

Jean COVILLE



Le peuple et sa maison

POLÉMIQUE AUTOUR DE YAMOUSSOUKRO

Le président ivoirien aurait pu déposer sa fortune dans les chambres fortes d'un paradis fiscal; il aurait pu la flamber dans un casino, entretenir cinquante femmes et trois cents concubines, attaquer un pays voisin, de préférence faible et désarmé, ou se ruiner en gaz moutarde; on l'eût critiqué sans doute, sans âpreté toutefois. Mais il a bâti une église, une grande église, pour laisser à ses compatriotes autre chose que de mauvais souvenirs.

Les vertueux censeurs arrivent aussitôt et lui tiennent un discours connu depuis l'Evangile. Voyant une jeune femme (était-ce Marie-Madeleine, Marie de Béthanie ou une autre Marie, la tradition existe) verser un parfum précieux sur les cheveux du Christ, un apôtre s'insurge et fait observer que l'on aurait pu donner cet argent aux

pauvres. «Vous aurez toujours des pauvres parmi vous, lui dit le Christ, mais moi, vous ne m'aurez pas toujours.»

Oh ! Je ne compare nullement les vertueux censeurs à Judas, je sais qu'ils sont bien meilleurs que lui, qu'ils ont bon cœur, qu'ils se veulent raisonnables et je vois bien que leur argumentation a l'avantage d'être valable dans tous les cas de figure, que l'on construise une église, un bateau ou un vélodrome. Mais ils n'admettent pas ou - on ne sait jamais - ils ne comprennent pas qu'une église est la véritable maison du peuple.

C'est là qu'on le baptise, qu'on le marie, qu'on l'enterre, qu'il vient dire ses espérances ou ses désespoirs. C'est là que le chrétien vient partager cette foi qu'il est si difficile de pratiquer tout seul, même en Afrique.

Autre grief surprenant, on reproche à l'église de Yamoussoukro de n'être pas de style local, comme si toutes les architectures de tous les pays du monde n'avaient pas toujours vécu d'emprunts. Est-ce que nous persistons à bâtir des cités lacustres pour être fidèles à nos ancêtres ?

En outre, on oublie que, pour se faire pardonner son église, le président ivoirien construira un hôpital, afin d'être agréable au Saint-Père. Sans église, pas d'hôpital. On pouvait peut-être mieux employer son argent, mais vous conviendrez qu'on pouvait aussi l'employer plus mal.

André FROSSARD

(publié dans le «Figaro»)

Beaucoup de réformes sont toujours à accomplir

Jean COVILLE

Nous en avons déjà entretenu nos lecteurs dans ce petit journal. Nous devons continuer.

1°) Dans Paris, où les magasins regorgent de marchandises et de nourriture et où les restaurants regorgent de clients, il est inacceptable que des milliers de gens soient dans la rue, sans nourriture et sans logement.

Les services d'aide sociale de la Ville de Paris ne s'en occupent pas car ils sont considérés comme non «résidents» et les services de l'Etat moins encore car ils sont considérés comme «inexistants».

Je n'exagère pas, hélas ! Un haut fonctionnaire des services sociaux de Paris a même eu le cynisme de me dire que, s'il s'en occupait, les malheureux de la France entière et peut-être d'ailleurs afflueraient à Paris.

A quoi j'ai rétorqué qu'il y avait un moyen très simple d'éviter cet «inconvenient» ce serait de supprimer toutes les aides sociales distribuées à Paris. ce qui inciterait les bénéficiaires à fuir Paris pour être mieux traités ailleurs.

Mais il y aurait un moyen plus sérieux et peu coûteux d'accueillir et de nourrir les sans abri, ce serait de les placer dans des péniches ou des baraquements.

ABSTENTION MAJORITAIRE

On a vu récemment une séance à l'Assemblée nationale où il n'y avait que 7 députés.

S'ils ne veulent pas «y aller», pourquoi nous demandent-ils nos voix avec tant d'insistance ?

Quelle amère déception pour ceux qui voulaient, et qui veulent encore, apporter un peu d'honnêteté dans la vie politique !

André DELAPIERRE

Ceux qui refuseraient de travailler ou ne pourraient le faire car ils sont déficients ne recevraient aucun pécule.

Par contre ceux qui travailleraient, fut-ce à mi-temps, recevraient une indemnité.

Cette main-d'œuvre peu coûteuse serait fort utile pour faire en sorte que Paris soit moins répugnant de laideur et de saleté.

Les détritres et les graffitis abondent dans les rues, ainsi que dans les couloirs et dans les wagons du métro.

Les «paumés» pourraient contribuer à en débarrasser la Capitale et en même temps ils retrouveraient le chemin d'une vie normale.

2°) Le problème du logement ne concerne pas que les «paumés» dont il est question ci-dessus. Il concerne de très nombreux habitants de Paris et de sa Région, qui ne peuvent payer les loyers exorbitants qui leur sont réclamés et qui sont chassés de Paris et de sa Région et obligés d'habiter ailleurs, même si leur emploi est dans cette Région.

C'est le problème majeur qui préoccupe actuellement les œuvres sociales, publiques ou privées, de la Capitale.

Il est grand temps que la puissance publique intervienne. Elle le fait, mais très insuffisamment.

Une politique audacieuse de logement social est encore à entreprendre.

Elle ne serait pas plus difficile à accomplir que celle qui fut entreprise par Haussmann au siècle dernier pour transformer les villages qui constituaient Paris en une grande capitale moderne.

Il s'agirait en fait de compléter l'œuvre d'Haussmann, car entre les belles artères qu'il a créées il existe de nombreuses maisonnettes d'origine rurale, dont certaines sont délabrées et devraient être détruites et remplacées par des maisons urbaines de quelques étages et dont d'autres en bon état pourraient être surélevées.

Les propriétaires pourraient choisir, soit d'être expropriés, soit d'être copropriétaires du nouvel immeuble avec la puissance publique.

Ils seraient ainsi mieux traités que

l'ont été les cultivateurs de la Brie, expropriés pour créer «Eurodysneyland».

Mais, si intéressant que soit Eurodysneyland, loger les Parisiens est assurément beaucoup plus important.

La création de très nombreux logements sociaux assainirait le marché de l'ensemble des logements dans la Capitale française.

Une autre Capitale, que j'admire, a fort bien réussi dans ce domaine, c'est Berlin.

3°) Nous avons déjà souligné dans ce journal les efforts de Cousteau pour dénoncer la destruction des richesses de la Mer.

Que dire de la destruction de nos forêts, notamment dans le Midi méditerranéens !

Nous savons que les causes en sont diverses et que la malveillance y a sa part. Elle doit être combattue sans ménagement.

Mais des causes naturelles existent aussi, qui peuvent tout autant être combattues.

L'une des principales est l'absence de débroussaillage des forêts du Midi.

Pourquoi l'Etat n'intervient-il pas pour l'opérer ? L'intérêt général le lui commande beaucoup plus que de construire des automobiles.

Il pourrait au surplus le faire exécuter à bon compte par certains des «paumés» dont il a été question ci-dessus et par des prisonniers qui pourraient recevoir une indemnité en rémunération de ce travail.

Puissent les hommes et les femmes de notre tradition s'appliquer à résoudre les problèmes que nous venons d'évoquer !



EMMANUEL LA GRAVIÈRE (1904-1990) Le Bon pasteur du M.R.P.

C'est avec regret que nous avons appris, au creux de l'été dernier, le décès, à l'âge de 86 ans, de notre vieil ami, le pasteur Emmanuel La Gravière, ancien conseiller de la République de la Seine (MRP).

Né à Courbevoie en 1904, fils de publiciste, Emmanuel La Gravière (pseudo Armand Gravira) entra à l'École de Théologie des Batignolles, puis à la Faculté de théologie protestante. Licencié en théologie, sa thèse est intitulée : «L'Évangile et le monde intellectuel».

Après avoir débuté comme employé de commerce pendant plusieurs années, il fut pasteur de l'Église réformée à Paris pendant 28 ans (1936-1964), puis à Mazamet (1965-1970).

Résistant actif pendant les années noires (il est titulaire de la médaille de la Résistance), il se tourna vers le militantisme politique au lendemain de la Libération, à l'heure difficile où tout était à reconstruire, dès les débuts de la

IV^e République.

Il siégea au premier Conseil de la République (1946-1949) qui n'était pas encore le Sénat rétabli à part entière. C'était l'époque où le Parlement comptait encore quelques ecclésiastiques mais un seul pasteur. Il fut juge à la Haute cour de justice devant laquelle comparurent des ministres de Vichy.

Puis, il fut nommé membre de l'Assemblée de l'Union française présidée alors par Daniel Boisdon et qui siégeait au château de Versailles. Parallèlement, il fut désigné à la Commission exécutive du M.R.P. qui tenait de fréquentes séances rue de Poissy.

Il se consacra simultanément à de grandes causes humaines, et à la lutte contre des fléaux sociaux. Membre du Haut comité d'études sur l'alcoolisme (1955-61), du Conseil supérieur du travail outre-mer (1953-58), trésorier de l'Union française des colonies de vacances, il

fut aussi vice-président de l'association France-Israël, de la Société des amis de l'abbé Grégoire (1956), de l'Union contre le trafic des êtres humains (1975-1982), membre du comité directeur de la LICRA (1977-87).

Secrétaire général, puis trésorier de «l'Amicale du Sénat», il hantait encore parfois les couloirs, la buvette et la bibliothèque, trois hauts lieux du Palais du Luxembourg.

Outre une multitude d'articles, discours, conférences et rapports législatifs, le pasteur La Gravière a signé trois œuvres qui sont autant de combats : «L'alcoolisme dans les pays d'outre-mer», «La traite des esclaves», «Métropoles et colonies».

Il laisse le souvenir ineffaçable d'une grande âme, d'un ami sûr, d'un militant fidèle, d'un bon compagnon de travail, de lutte et d'espérance.

G.V.

ROGER DELELIS OU LA FOI D'UN MILITANT

Dans une vie de militant, victoires et défaites se traduisent en un graphique aussi tourmenté que l'électrocardiogramme d'un grand malade. Avec des hauts et des bas qui s'essoufflent à vouloir suivre le tracé toujours ascendant de son énergie et de son enthousiasme.

Les soirs d'élection - en souvenir de toutes les défaites subies qui m'ont endurci comme un vieux cuir - Je me sens mal à l'aise dans le camp des vainqueurs. Instinctivement, je me sens porté dans l'autre coin du ring, vers celui qui se retrouve affreusement seul ou presque, comptant les amis qui lui restent encore fidèles, en méditant le vieil anathème : malheur aux vaincus !

Je vous en conjure, vous qui savez si facilement tourner de belles lettres de félicitations, les lendemains de victoire, pensez à ceux qui se sont battus pour rien. Sachez qu'à la minute même où l'on a annoncé les résultats, l'ami malheureux est retourné au désert. Dans cette zone de silence qui peut précéder l'oubli ou la plongée dans le néant.

Ecrivez-lui avec simplicité ce que vous n'avez pas su lui dire le soir-même, pour adoucir son vague à l'âme

RUSTICUS

Extrait de X Communes Modernes =
Juin 1985

Celui qui se plaçait volontairement

en dernière position sur la liste des candidats aux élections municipales de Lomme vient de nous quitter. Habitant de la Mitterrie de 1947 à 1973, comptable chez Steinmyller, Roger DELELIS est décédé subitement ce 28 septembre dans sa 71^e année à Villeneuve d'Ascq (Nord).

Fidèle à ses convictions démocrates et chrétiennes, Roger anima les équipes du Mouvement Républicain Populaire dans notre cité.

Son idéal s'appelaît la fraternité : que les individus deviennent des personnes et que les quartiers et les associations demeurent des communautés à visage humain.

Permanences, réunions diverses, rédaction d'articles, disponibilité totale, distribution de tracts, vente de journaux, ramassage des cotisations... Notre époque frileuse et repliée sur elle n'imagine pas le courage déployé par des bataillons de militants de tous horizons. On ne dira jamais assez ce qu'ils ont apporté, inlassablement et gratuitement, à notre société.

«Qu'importe nous-mêmes, si la génération suivante réussit : c'est dans les moments difficiles qu'il est beau de croire à la lumière !» écrivait Roger en Février 1967.

Vivant ses idées, il concevait l'ac-

tion politique comme le champ d'une plus vaste charité. c'est dire qu'il ne se prenait pas sérieux, qu'il ne courait pas après les honneurs ou les mandats et ne se hissait pas sur la pointe des pieds pour être en photo dans la presse... Un serviteur du Royaume est passé parmi nous et nous l'avons reconnu à son sourire.

P.K.

Né le 19 janvier 1920 à Lamberst (Nord), Roger DELELIS adhéra dès la Libération au Mouvement Républicain Populaire qu'il comparait au paradis par rapport au Centre des Démocrates Sociaux (le purgatoire).

A l'initiative de Pierre GARCETTE, il devint en 1948 le secrétaire parlementaire du sénateur Maurice WALKER, «véritable bourreau de travail» qui visita les 668 communes du département du Nord.

Roger participa encore à la fondation du Centre National des Elus Municipaux et Départementaux dont il était responsable pour la région Nord. Ses chroniques dans la revue «Communes Modernes», sous le pseudonyme de «Rusticus», traduisaient sa sagesse et son ouverture. Roger DELELIS a pratiqué la parole de Marc SANGNIER : l'amour est plus fort que la haine.

Les mémoires d'Andrei Sakharov

André François MERCIER

Avant GORBATCHEV il y a eu SAKHAROV et il n'est pas sûr, que le premier aurait eu le pouvoir si le second n'avait pas existé. C'est ce qui apparaît le plus clairement à la lecture des mémoires (807 pages Edition du Seuil) où SAKHAROV, avec la minutie d'un scientifique raconte sa vie passionnante en même temps qu'apparaissent les rouages - avec ses qualités et surtout ses défauts - de la société soviétique.

La vie de ce grand savant se partage en deux périodes bien distinctes sur un demi-siècle environ. Pendant la première moitié d'une vie qui, dès l'âge de 20 ans, lui promettait un bel avenir et après de brillantes études, il est un ingénieur de grand renom. Vite remarqué pour sa lucidité et ses qualités intellectuelles, il est envoyé à ce qu'il appelle l'«Installation» c'est-à-dire le centre de recherches atomiques pour en diriger les travaux. Il sera le père de la bombe H et le guide éclairé de toutes les recherches en matière thermonucléaire.

Reconnu à sa vraie valeur, ce grand patriote qui sert son pays d'une manière exemplaire est l'objet de toutes les dignités officielles : membre de l'Académie des Sciences (où il est élu à l'unanimité) couvert de médailles, bénéficiant de tous les avantages de la Nomenklatura (voiture, logement, datcha etc...) il fait partie des grands personnages du régime et son audience nationale et internationale est sans doute parmi les toutes premières des notabilités soviétiques.

Puis, un jour, méditant sur son passé, il prend conscience de l'énorme danger qu'il fait courir à l'humanité lui le père de la bombe atomique. Des millions de morts en quelques instants si, par malheur, la guerre est déclenchée, avec le risque de bouleverser la planète. Cet homme scrupuleux, d'une honnêteté irréprochable, se met à douter et veut donner à son œuvre potentiellement destructrice une contrepartie en recherchant par quels moyens il peut réduire à néant les risques créés par les engins qu'il a contribué à construire.

Ses réflexions le conduisent vite à la conclusion qu'il faut à tout prix réduire la tension est-ouest, obtenir la coexistence pacifique et, pour y parvenir, modifier le régime soviétique qui,

par son organisation étatiste, policière, sous grande influence militariste est le motif principal des incompréhensions et des dangers. Il se rend compte que les Droits de l'Homme sont bafoués dans son pays, que les nationalités n'ont aucun droit d'expression et que la liberté de penser et de se déplacer n'existe pas. Alors, aussi longtemps que ce carcan enfermera le citoyen soviétique il ne peut y avoir de changement dans les relations internationales.

Son combat sur les 25 dernières années de sa vie, prend alors des proportions inouïes. Dès ses premières prises de position il est mis à l'écart et déchargé de ses fonctions scientifiques. Il peut, dès lors, se battre plus complètement pour ses nouveaux objectifs et il faut reconnaître qu'il y met toute sa conviction et tout son temps. Il ne s'écoule pas de journée sans qu'il prenne la plume pour défendre tel ou tel prisonnier politique, lancer un manifeste à l'usage des pays occidentaux, donner une conférence de presse, réunir ses amis et être l'âme de la nouvelle résistance pour une transformation de la société soviétique vers le pluralisme et la liberté d'expression.

Sa lucidité est à ce point remarquable que, dès 1975, dans «Mon pays et le Monde» il fixe ce qui, d'après lui, doit être le point de départ de 12 réformes essentielles :

- 1 - Autonomie des entreprises sur le plan de la production et du recrutement du personnel.
- 2 - dénationalisation de tous les secteurs des services, du commerce, de l'éducation et de la médecine. Décollectivisation de l'agriculture pour rendre leur dignité aux paysans.
- 3 - amnistie de tous les prisonniers politiques, y compris ceux des hôpitaux psychiatriques.
- 4 - adoption d'une loi sur le droit de la grève.
- 5 - adoption de textes de loi garantissant la liberté d'opinion, de conscience, de diffusion des informations.
- 6 - garantir le caractère public des principales décisions dans les domaines international et socio-économique
- 7 - garantir le libre choix de son lieu de résidence et de travail

8 - permettre de quitter le pays et d'y revenir.

9 - supprimer les privilèges liés à l'appartenance au Parti : pour l'égalité des citoyens.

10 - droit des républiques associées de se séparer de l'Union.

11 - instaurer un système pluripartite.

12 - réforme monétaire pour permettre le change libre du rouble.

A l'époque, ce programme fit l'effet d'une bombe. Le prestige de SAKHAROV sur l'opinion internationale devint considérable et, sur le plan intérieur, commença la chaîne ininterrompue de ses soucis. Vexations de toutes sortes, menaces, privation des avantages matériels jusqu'à sa déportation à Gorki où, pendant 7 ans, il fut coupé du Monde extérieur. Il n'abdiqua jamais et resta fidèle à sa ligne de conduite initiale. C'est ce qui fit sa force - lui l'homme si faible aux crises cardiaques répétées, ce qui empêcha les dirigeants soviétiques de le faire disparaître - il était devenu un tel symbole dans le monde entier qu'il était intouchable.

Trois ans avant sa mort, GORBATCHEV lui annonça qu'il pouvait retourner à Moscou et retrouver la liberté. Il en profita pour continuer son combat. Ce travailleur exceptionnel donne à son récit un tour souvent tragique d'où l'espérance n'est jamais absente. Son manuscrit (1.000 pages écrites de sa main) lui a été volé par le KGB au moins deux fois et, chaque fois, il se remit à l'ouvrage. Son chapitre sur SOLJENITSYNE montre leurs différences de tempérament malgré l'identité de leur combat.

Un livre qui éclaire parfaitement et annonce les transformations extraordinaires du règne GORBATCHEV. Celui-ci n'aura été, finalement que le bon élève de SAKHAROV. ■



Discours de

M. FREDERIC-DUPONT

DÉPUTÉ-MAIRE DU VII^e ARRONDISSEMENT

à l'occasion de l'Inauguration de la rue "Paul et Jean LEROLLE" le 13 juillet 1990

Monsieur le Maire, Monsieur le Représentant de son Eminence le Cardinal Archevêque de Paris, Mesdames, Messieurs,

C'est une grande Famille Française que nous honorons aujourd'hui.

Paul LEROLLE fut élu en 1884 Conseiller Municipal de Paris, puis Député du VII^{ème} arrondissement de 1898 à 1912.

Il eut trois fils. Les deux aînés furent tués en 1914.

L'un laissa huit enfants. Je salue ici sa fille, Madame de VERICOURT et son mari, ancien Président du Conseil Municipal de Paris.

Le second fils fut tué à la tête de sa Compagnie de Chasseurs. Il laissa quatre enfants.

Le survivant, Jean LEROLLE, fut Député du VII^{ème} arrondissement de 1912 à 1936.

Dès sa jeunesse, il fonda «La Fraternité Commerciale», société de secours mutuel des employés de commerce.

Il fut élu Président de l'Action Catholique de la Jeunesse Française.

Animateur du Musée Social, il créa 5, rue Las Cases, les Semaines Sociales pour l'étude des problèmes actuels à la lumière de l'Évangile.

À l'Assemblée Nationale, Vice-Président du Groupe Démocrate Populaire, il fut l'un des auteurs et le Rapporteur de la première Loi sur les Allocations Familiales.

Il contribua à faire voter l'Inspection

du Travail. Il lutta pour le Repos Hebdomadaire.

En 1936, cet homme cultivé, sensible, courtois, plus attiré par l'Action Sociale que par la bataille politique, ne se représenta pas.

Son père, Paul LEROLLE, fut d'après le témoignage unanime de ses contemporains, l'un des plus grands orateurs politiques du début du siècle.

Au Palais de Justice, au Conseil Municipal de Paris, à l'Assemblée Nationale, dans les réunions publiques de la France entière, on entendit sa voix chaude aux élans passionnés.

En 1884, il est élu Conseiller du quartier de l'École Militaire.

Il battait les Radicaux qui tenaient le VII^{ème} depuis la Commune et devait les battre ensuite à l'Assemblée Nationale en 1898.

Les campagnes électorales étaient ardues. Les préaux d'écoles bondés. LEROLLE était un redoutable adversaire et ses interventions à l'Assemblée étaient constamment interrompues par la gauche.

Malgré sa notoriété nationale, il restera toujours disponible pour ses électeurs et jusqu'à sa mort, tint lui-même ses permanences.

Ce fut lui à l'Assemblée Nationale qui s'opposa, dans une journée mémorable, au Président du Conseil VIVIANI. Celui-ci avait déclaré :

«Lorsqu'un misérable, fatigué du poids du jour, s'agenouillait sur les routes, nous l'avons relevé et lui avons dit

que derrière les nuages il n'y avait que des chimères. Ensemble, dans un geste magnifique, nous avons éteint dans le ciel des lumières qu'on ne rallumera pas».

Devant une Assemblée de gauche, frémissante, fanatisée, debout, réclamant l'affichage, c'est Paul LEROLLE qui lui répondit :

«C'est une véritable déclaration de guerre à Dieu que nous venons d'entendre.

Vous proclamez, Monsieur le Ministre, avec une triste fierté devant le peuple qui souffre, qu'il n'y a rien derrière les nuages et que le ciel est vide. En êtes-vous sûr ?

Et si vous parveniez à détruire la Pauvreté, ce dont nous doutons, il y aura peut-être moins de pauvres, mais pouvez-vous affirmer qu'il y aura moins de malheureux.

Attendez au moins d'avoir supprimé toutes les Misères avant de fermer le ciel, en décrétant que la Plainte Humaine ne peut plus y être entendue».

Pour quelles valeurs Paul LEROLLE va-t-il combattre ? La Justice Sociale, la Patrie, la Liberté, la Charité.

À l'Assemblée, avec Maurice BARRES, Denys COCHIN, Albert de MUN, il fonde le Groupe «Action Libérale Populaire». Ils furent notamment les créateurs des premières Retraites ouvrières.

Paul LEROLLE avait pour la patrie une Vénération quasi Mystique.

En 1896, le Cardinal Archevêque

de Reims avait organisé une cérémonie pour le quatorzième centenaire du Baptême de Clovis.

Paul LEROLLE le remercia en ces termes :

«Vous avez voulu, Eminence, nous faire revivre nos grands Souvenirs. Revoir les lieux du Baptême de Clovis et du triomphe de la Sainte Guerrière, faire un acte de Foi pour assurer à notre Patrie un nouvel élan de Résurrection. La Patrie, c'est le sol imprégné de tant de héros et de martyrs : quand le Christ veut agir, c'est par la France qu'il agit».

A l'occasion de la mort héroïque en Afrique du Lieutenant DELACOMMUNE, membre d'une vieille famille du VII^e arrondissement, il affirme la mission civilisatrice de la France sur les continents d'Outre-Mer.

Il veille sur notre Armée, proteste

MAGNIFIQUE ET PAUVRE REPUBLIQUE

«Magnifique mais pauvre République ! Je m'explique : magnifique par la liberté et le bien être «relatif» que nos ancêtres ont acquis sur les possédants. Pauvre, non pas du nombre des élus de toutes sortes et qui coûtent à ceux qui travaillent des sommes innombrables grâce à des cumuls et des dépenses superflues que fait l'Etat. Avec ces économies, on pourrait améliorer le chômage, le mal principal de notre «actuelle» République.

«Après quatre fois vingt ans et soixante années de militantisme à la démocratie chrétienne. je suis suffoqué de la désunion des partis de l'opposition, lesquels, s'ils ne savent pas s'unir en se confondant, ne sont pas prêts à reprendre leur place de gouvernants.

Trop dans leurs rangs visent la place suprême (L'Elysée). La gauche qui nous gouverne, malgré ses tendances, a trouvé un homme qui s'est imposé ; pour garder sa place, elle a su manoeuvrer, y étant forcée avec le PCF en pleine décadence.

M. Lemaigre de Ouistreham
(Calvados)

Paru dans «Ouest-France»

contre la réduction des périodes militaires, fustige ceux qui veulent supprimer le Service National. Il obtient de nouveaux crédits pour la marine de guerre.

Perspicace, en 1909 quand l'Autriche annexa la Bosnie Herzégovine, il prédit que c'est de Serbie que viendra l'explosion.

Lors d'une triste période de notre histoire, LEROLLE fut le plus grand défenseur de la Liberté.

L'une des cibles de la gauche était «L'Association des Frères des Ecoles Chrétiennes».

Le 1^{er} mars 1904, LEROLLE s'adressait à l'Assemblée :

«Que reprochez-vous aux Frères ? Leur œuvre est éminemment démocratique. Ils sont pour la plupart issus du peuple. Ils sont restés volontairement les Frères de ce peuple qu'ils enseignent. Aucune Œuvre n'a mieux servi la Démocratie Française».

Lors du vote relatif à leur bannissement, il ajouta :

«Aujourd'hui, ingrats pour tout ce qu'ils ont fait pour tous les enfants du monde, vous allez les frapper. Au moins, en les faisant partir, saluez ces bons serviteurs des familles populaires. Saluez-les car ils sont parmi nous une Liberté qui va mourir».

Lerolle ne peut empêcher l'expulsion des Sœurs Saint-André de la rue de Sèvres, mais il peut sauver les Sœurs Augustines de la rue Oudinot. Je salue la présence ici de leur Supérieure.

Il devra souvent, pour éviter d'autres profanations, rappeler le sacrifice des Œuvres d'Orient et les tortures subies par les Pères des Missions Etrangères.

L'ardeur fanatique des sectaires contre les patronages de la Jeunesse Ouvrière va l'indigner.

La «Maison de Nazareth», le patronage de son enfance, est dissoute. Il va fonder «l'Association du Sacré-Cœur» qui trouvera un refuge grâce à l'Abbé ESQUERRÉ, au «Bon Conseil», où il restera sept ans.

En 1905, survint la bataille des Inventaires.

L'armée force la porte des églises. On se bat à Saint Pierre du Gros Cailou, à Saint-Thomas d'Aquin, à Sainte-Clotilde. Il y a de nombreux blessés.

A BRIAND, qui parle à l'Assemblée Nationale de provocation, Paul LEROLLE va répondre :

«Je viens de voir à Sainte-Clotilde des troupes installées comme en ville conquise. Le sang a coulé. Vous osez

parler de provocation ! Les catholiques sont traités en parias. Ils sont victimes dans leur carrière dès fiches et de lâches délations. Vous avez fermé nos écoles. Vous menacez nos Œuvres d'Assistances. Vous défoncez les portes de nos Eglises pour inventorier des objets qui nous appartiennent. Il y a des limites que vous ne passerez pas !».

Aux élections qui suivirent, Paul LEROLLE fut réélu triomphalement.

Par son vote, le VII^e arrondissement, devant l'Histoire, rendait son verdict.

Mais pour Paul LEROLLE la valeur suprême, c'est la Charité !

Il admire l'action des Diaconats de l'Eglise Protestante, il admire celle des Comités de bienfaisance Israélites et celle des Petites Sœurs des Pauvres ; cette œuvre qui fut fondée par quelques servantes avec des économies faites sur leur salaire.

Dans son dernier discours à l'Assemblée, alors qu'une maladie de cœur affaiblissait sa voix, on l'entendra dire :

«J'ai la fierté de dresser le bilan du plus beau patrimoine moral de la Nation. Sur 1400 orphelinats, 1100 sont inspirés par la Charité. La Charité, c'est l'Amour pour celui que l'on secourt. C'est une vertu qui a inspiré sur notre sol de France tant d'œuvres, qui a consolé tant de douleurs, pansé tant de plaies, soulagé tant de souffrances. Dressons toujours, Messieurs, nos pensées vers l'homme qui souffre quel qu'il soit. Hélas ! Le champ des Misères Humaines est vaste. Nous pouvons nous y rencontrer tous sans nous bousculer. Puisse la plainte qui s'en élève, étouffer quand il faut les secours, le bruit de nos Discordes».

Mesdames, Messieurs, Paul LEROLLE avait jadis déclaré :

«Avant de fermer le Ciel et de décréter que la Plainte Humaine n'y est pas entendue, assurez-vous qu'il y a plus de malheureux».

C'est à tous les Malheureux et de toute la Terre qu'il devait accorder ses dernières pensées.



DISCOURS DE M. JACQUES CHIRAC

Monsieur le Ministre, Monsieur le Représentant de son Eminence le Cardinal Archevêque de Paris, Mesdames, Messieurs,

Je voulais, tout d'abord, vous dire combien je suis heureux d'être parmi vous ce matin, dans le 7^e arrondissement pour rendre hommage à ces deux hommes de conviction et de tolérance qui furent Paul et Jean LEROLLE.

En effet, cette plaque que nous allons dévoiler ensemble, dans quelques instants, honorera, dans ce superbe quartier des Invalides, chargé de Culture et d'Histoire, la mémoire de deux figures parmi les plus marquantes de l'histoire de la Capitale et qui furent, Monsieur le Maire, vos prédécesseurs à l'Assemblée Nationale.

Vous venez de rappeler les carrières de Paul LEROLLE et de son fils Jean.

Vous avez évoqué leurs généreuses personnalités, portraits fidèles de ce que l'on appelait autrefois «l'honnête homme» : cultivé, courtois, attentif aux autres et aux problèmes de son temps.

Ils incarnaient à la perfection la tradition philanthropique. Tout le contraire d'utopistes distingués, réfléchissant à la théorie d'un monde meilleur dans le silence feutré d'un cabinet de travail.

C'est au contact des réalités et de la misère humaine, en donnant sans cesse le meilleur d'eux mêmes, qu'ils ont pu mesurer l'ampleur de l'œuvre accomplie par cette charité religieuse, et qui permettra à Paul LEROLLE, - vous l'avez, Monsieur le Maire, très justement rappelé, de «dresser le bilan du plus beau patrimoine moral de la Nation».

Mieux que quiconque, Paul et Jean LEROLLE savaient que le bonheur se gagne d'abord par l'affranchissement des douleurs physiques et des besoins matériels, et que la promotion de l'homme passe par l'instruction et le développement d'une protection sociale efficace.

C'est le sens de leur engagement politique - qui était la continuation de leur engagement moral, et de leur extraordinaire dévouement.

C'est à leur initiative ou avec leur soutien que notre pays a commencé de se doter de son système de protection sociale. Les allocations familiales, l'inspec-

tion du travail, l'instauration du repos hebdomadaire, la construction de logements sociaux et la protection des travailleurs dans l'entreprise, c'est à Paul et Jean LEROLLE qu'en partie, nous les devons.

Et lorsque certains de leurs adversaires, mal inspirés, croieront pouvoir leur administrer des leçons d'humanité, la réplique viendra, sans haine mais avec fermeté, remarquable de tolérance, dressant, précisément, le bilan incontestable des actions de charité inspirées par la foi religieuse.

Vous évoquiez, Monsieur le Maire, le très célèbre discours du Président VIVIANI qui se félicitait qu'avec ses amis, il eut éteint dans le ciel des étoiles qui ne se rallumeraient plus, et l'admirable réponse de Paul LEROLLE, toute baignée de son idéal d'espérance, de paix et de liberté.

Si Paul LEROLLE fut l'un des plus grands ténors de la vie politique française, c'est sans doute parce que son talent et sa puissance d'élocution allaient puiser dans sa foi inébranlable.

Dans des périodes difficiles, secouées par les plus violentes intolérances, les figures de ces deux hommes de bonne volonté profondément imprégnés des enseignements de la Foi, qui ont recherché la réconciliation et la paix sociale, sont parmi les plus attachantes de l'histoire de la Capitale et de notre pays.

Leur combat exemplaire pour la liberté de conscience et la liberté de l'enseignement demeure, hélas, un combat d'aujourd'hui.

En baptisant du nom de Paul et Jean LEROLLE, cette rue de Paris, en leur rendant hommage, nous affirmons aussi à tous ceux qui menaceraient ces libertés qui nous tiennent tant à cœur, qu'aujourd'hui comme hier, ils trouveront sur leur chemin des hommes qui leur tiendront le véritable langage de l'amour fraternel.

